

**Suivis de la comparution de la Ministre du Patrimoine canadien et des fonctionnaires de PCH devant
le Comité permanent du Patrimoine canadien (CHPC) afin de discuter du mandat de la ministre
30 novembre 2023**

**Follow-ups from the appearance of the Minister of Canadian Heritage and the officials before the Standing Committee on Canadian
Heritage (CHPC) to discuss the Minister’s mandate
November 30, 2023**

Suivi 1/ Follow up 1

Échange en comité	Exchange in Committee
<p>M. Peter Julian : Je veux revenir sur la question de Laith Marouf. Je comprends les quatre étapes dont j'ai entendu parler. Premièrement, j'aimerais savoir si des sommes ont été récupérées jusqu'à maintenant. Deuxièmement, qu'est-ce que cela signifie pour l'Agence du revenu du Canada? Quelles sont les sources de fonds que l'Agence pourrait tout simplement saisir? Troisièmement, quelles sont les procédures judiciaires actuellement en cours... Qu'est-ce qui a été déposé officiellement devant quel tribunal?</p> <p>Mme Isabelle Mondou: Permettez-moi de commencer en disant que je ne m'excuserai jamais assez des événements qui se sont produits autour de l'octroi de ce contrat. En tant que ministère, nous sommes déterminés à lutter contre toute forme de violation des droits de la personne, et c'est donc quelque chose qui a été extrêmement dommageable pour notre réputation et, bien honnêtement, pour nos employés, qui sont investis dans leur travail. Je tiens donc à m'excuser en mon nom et au nom de tous les employés du ministère. En ce qui concerne les mesures qui ont été prises, une entente a été conclue avec l'Agence du revenu du Canada — comme nous le faisons dans d'autres circonstances — selon</p>	<p>Mr. Peter Julian: I want to come back to the issue of Laith Marouf. I appreciate the four steps I heard about. First, I want to know whether any money has been recovered so far. Second, in terms of the Canada Revenue Agency, what does that mean? What are the sources of funds that the Canada Revenue Agency would simply garnish, obviously, coming into the country? Third, what are the the court procedures that are currently in place—in which court and what has been filed officially?</p> <p>Ms. Isabelle Mondou: Let me start by saying that I will never apologize enough for the events that happened around the distribution of that contract. As a department, we are committed to combatting any form of violation of human rights, so this has been something that has been extremely damaging to our reputation and, frankly, to our employees, who are committed to doing that work. Therefore, I want to apologize on my behalf and on behalf of all the employees of the department. With regard to the measures that were taken, there has been an agreement made with the Canada Revenue Agency—as we do in other circumstances—that if this organization, which is incorporated, has any money due to the Canada Revenue Agency, we are the first creditor and we can benefit from recovering that money. I won't be able to give you more detail than that because, frankly, the Canada Revenue Agency is not telling me how it will happen. However, it knows that if it gets any money from the organization, we will recoup that money. That's point number one. On point number two.... I feel that you have a question.</p>

laquelle nous sommes le premier créancier et nous pourrions récupérer toutes les sommes dues à l'Agence par l'organisation, qui est constituée en société. Je ne pourrai pas vous donner plus de détails que cela, parce que l'Agence du revenu du Canada ne me dit pas comment elle procède. Cependant, elle sait que nous allons récupérer toutes les sommes reçues de cette organisation. C'est le premier point. Pour le deuxième point... J'ai l'impression que vous voulez poser une question.

M. Peter Julian: Pas un sou n'a encore été récupéré.

Mme Isabelle Mondou: Pas jusqu'à maintenant. En ce qui a trait au deuxième point, nous avons déposé en cour une procédure d'annulation de contrat. C'est ce que nous avons déposé devant le tribunal pour récupérer l'argent.

M. Peter Julian: Devant quel tribunal?

Mme Isabelle Mondou: Je devrais connaître la réponse, mais je vais vous revenir à ce sujet. Je ne me souviens plus s'il s'agit de la Cour fédérale ou de la Cour supérieure. Mon collègue a l'information. Il s'agit de la chambre civile de la Cour supérieure du Québec.

M. Peter Julian: Merci.

Mme Isabelle Mondou: Nous pouvons vous laisser une copie de la procédure.

M. Peter Julian: Merci. Je crois que les membres du Comité aimeraient l'avoir.

Mr. Peter Julian: No money has been recovered, not a cent yet.

Ms. Isabelle Mondou: No money has been recovered so far. The second element is that we have filed, in court, a procedure called an annulation de contrat. I think a "cancellation of contract" would be the proper term in English. That's what we have filed in court to be able to recuperate that money.

Mr. Peter Julian: That is filed in which court?

Ms. Isabelle Mondou: I should know the answer, but I will get back to you. I don't remember if it's the federal or superior court. My colleague has it here. It's the Superior Court, civil division, Province of Quebec.

Mr. Peter Julian: Thank you.

Ms. Isabelle Mondou: We can leave a copy of the procedure with you.

Mr. Peter Julian: Thank you, I think the committee would appreciate getting that.

<p>Réponse du ministère du Patrimoine canadien</p> <p>Voir annexe A</p>	<p>Response from the Department of Canadian Heritage</p> <p>See Appendix A</p>

Suivi 2/ Follow up 2

Échange en comité	Exchange in Committee
<p>M. Peter Julian : Une partie de la lettre de mandat de la ministre porte sur les survivants et les victimes des pensionnats. On veut leur rendre hommage et « collaborer avec les dirigeants autochtones, les survivants, les familles, les communautés et les experts pour la planification, la conception et la construction d'un monument national à Ottawa. » Où en sommes-nous avec ce geste de reconnaissance du génocide culturel qu'ont été les pensionnats?</p> <p>Mme Isabelle Mondou: La dernière étape qui a été rendue publique, c'est l'emplacement du monument. En juin dernier — à la mi-juin, je crois —, une cérémonie a été tenue par le comité consultatif, qui est composé de survivants des pensionnats. Il a annoncé que le monument serait érigé tout près d'ici, sur la Colline. L'emplacement a été choisi. Nous travaillons maintenant avec les deux Présidents pour nous assurer du respect de la</p>	<p>Mr. Peter Julian: Part of the mandate letter for the minister talks about honouring residential school survivors and the children who are victims of residential schools, working “with Indigenous leadership, Survivors, families, communities and experts on the planning, design and construction of a national monument in Ottawa.” Where are we at in terms of that important recognition of the cultural genocide that was the residential schools?</p> <p>Ms. Isabelle Mondou: The last step that was public was the location of the monument. Last June, in mid-June I believe, a ceremony was held by the advisory committee, which is made up of residential school survivors. It announced that there will be a location for the monument very close to here, on the Hill. The location has been selected. We are working now with both Speakers to ensure that, obviously, we respect proper</p>

<p>procédure parlementaire et nous travaillons en étroite collaboration avec la fonction publique.</p> <p>M. Peter Julian: Le monument sera-t-il situé sur la Colline du Parlement?</p> <p>Mme Isabelle Mondou: Oui, il le sera. Je peux vous transmettre la carte avec l'emplacement exact du monument, si cela vous intéresse. Le comité travaille actuellement à sa vision pour le monument et à la procédure associée à ce qu'on appelle une demande de propositions. Il souhaite que le processus soit en grande partie mené par les survivants. Le comité se réunit régulièrement pour en discuter. C'est la prochaine étape. Il doit décider de la façon dont il souhaite procéder à l'octroi du contrat pour le monument.</p>	<p>parliamentary procedure, and we are working closely with the public service.</p> <p>Mr. Peter Julian: Will the monument be located on Parliament Hill?</p> <p>Ms. Isabelle Mondou: Yes, it will be. I can send you the exact location, with the map of where the monument will be, if the committee is interested. The committee is now working on their vision for the monument, and how they want to proceed to get what we normally call the RFP, which is a call for demand. They want to do it in a way very much driven by the survivors. They are meeting regularly to discuss that. That's the next step. They have to decide how they want to proceed with, basically, the launch of the contract for the monument.</p>
<p>Réponse du ministère du Patrimoine canadien</p> <p>Voir annexe B</p>	<p>Response from the Department of Canadian Heritage</p> <p>See Annex B</p>

Suivi 3 / Follow up 3

Échange en comité	Exchange in Committee
<p>M. Martin Shields : L'autre chose qui me préoccupe, c'est que les médias rapportent qu'il y a environ 15 000 journalistes au Canada, et que cela pourrait représenter 6 000 \$ par journaliste. Je pense que si le tiers de cette somme va à CBC/Radio-Canada — parce que la ministre a dit ce matin que le tiers des journalistes du y travaillent —, cela représente environ 30 millions de dollars pour la société, qui fera partie de ce collectif.</p> <p>Mme Isabelle Mondou: Je crois que vous n'avez pas à vous inquiéter, parce qu'en vertu de la loi, les journaux locaux seront pris en compte dans le collectif. À ce titre, tous les journaux qui ont des journalistes pourront en faire partie, s'ils répondent à la définition de la loi.</p> <p>M. Martin Shields: Lorsque j'évoque les sommes d'argent qui sont dépensées pour les géants du Web... Pourriez-vous nous fournir le montant que votre ministère dépense pour les plateformes de médias sociaux, les géants du Web comme Google et Facebook?</p> <p>Mme Isabelle Mondou: Je peux vous fournir le montant, mais je peux aussi vous dire que le ministère du Patrimoine canadien ne fait presque aucune publicité. Nous passons la plupart du temps par les médias sociaux. Je peux vous donner un chiffre, mais il est habituellement assez peu élevé, parce que nous ne faisons pas beaucoup de publicité. Nous en faisons un peu pour le Bal de neige et la fête du Canada, mais c'est à peu près tout.</p> <p>M. Martin Shields: Est-ce que je pourrais avoir le montant pour les médias imprimés également?</p> <p>Mme Isabelle Mondou: Tout à fait; avec plaisir.</p>	<p>Mr. Martin Shields: You understand how concerning that is to me. I represent my constituents and I believe what I say, because I spent over \$40,000 a year in my weekly newspapers advertising. I spend, I believe that's what I should do to support them. Do you understand why I'm very, very leery they're going to get anything?</p> <p>Ms. Isabelle Mondou: I don't think you should be worried, because one of the requirements under the act is that local newspapers be included in the collective, and as such, all the newspapers that have journalists will be able to raise their hands and be part of the collective if they meet the definition in the act.</p> <p>Mr. Martin Shields: One of the things we've heard is when I bring up the amount of money that is spent in the big tech [<i>Inaudible</i>], could you provide us with the number your department spends with the social media platforms, the big tech, Google and Facebook?</p> <p>Ms. Isabelle Mondou: I can provide you with the number. I can tell you Canadian Heritage is almost not advertising at all. We do most of the things on all social media. I can provide you the number, but it's normally a very, very small number, because we don't do a lot of advertising. We do a bit for Winterlude and Canada Day, and that's about it.</p> <p>Mr. Martin Shields: So, could I have that number for print media as well?</p> <p>Ms. Isabelle Mondou: Absolutely, it would be my pleasure.</p>

Réponse du ministère du Patrimoine canadien	Response from the Department of Canadian Heritage
Voir annexe C	See Annex C